

## LA TERRITORIALITÉ COMME MÉTHODE POUR COMPRENDRE LES GROUPES ARMÉS AU KENYA ET RENFORCER LES RÉPONSES POLITIQUES

CLIFFORD COLLINS OMONDI OKWANY

TIRER LES LEÇONS DE L'EXPÉRIENCE LOCALE  
APPROCHES DE CONSOLIDATION DE LA PAIX

« *Comprendre la territorialité et la façon dont les OEV et les GAC tirent parti de sa fluidité doit être un atout crucial pour éclairer les politiques et la recherche en matière de CVE préventive.* »

### FAITS SAILLANTS

- Pour conceptualiser le fonctionnement des organisations extrémistes violentes (OEV) et des groupes armés communautaires (GAC) au Kenya, il faut comprendre la territorialité ou le contrôle psychologique ou physique de l'espace par un individu ou un groupe.
- La nature fluide de la territorialité est un élément clé qui permet la survie des OEV et des GAC.
- Les politiques gouvernementales du Kenya sont basées sur des stratégies traditionnelles de centralisation du pouvoir. Ces plans d'action nationaux et régionaux cinétiques sur la CVE sont ancrés dans une forte sécurisation et manquent de compréhension des opérations dynamiques des groupes extrémistes.

### Résumé

Cette note de politique explore les caractéristiques des groupes armés communautaires (GAC) uniques au contexte kényan à travers une comparaison des GAC locaux avec d'autres groupes armés non étatiques, en particulier les organisations extrémistes violentes (OEV). Ce faisant, elle introduit le concept de *territorialité* – le degré auquel le gouvernement et les agents de sécurité sont capables de monopoliser le contrôle politique, social et sécuritaire des espaces. Les GAC et les OEV sont les plus susceptibles de prospérer au Kenya dans des conditions de *semi-territorialité*, où l'autorité de l'État passe parfois de forte à faible selon la capacité ou l'intérêt. Pour lutter contre la montée en puissance des OEV, il est recommandé de mettre en place une police de proximité et de renforcer les relations entre la société civile et la police par l'intermédiaire du Police Reforms Working Group Kenya (PRWKG) afin de surveiller et d'évaluer le service de police. Il est également recommandé d'adopter des stratégies axées sur la communauté pour cartographier les GAC et les OEV au moyen de structures de clan.

# Contexte

Depuis les batailles des années 1960 et 1980 avec les sécessionnistes dans le nord-est du pays, le Kenya est une « zone grise de conflit ».<sup>1</sup> Il y a eu des flambées périodiques de violence transnationale, généralement liées à la politique électorale, ainsi que des conflits infranationaux perpétrés par des groupes armés ethniques et identitaires qui se disputent les ressources politiques et naturelles, en particulier les droits fonciers. La fin de la guerre froide a permis l'émergence d'organisations extrémistes violentes (OEV), comme al-Qaïda,<sup>2</sup> al-Chabaab<sup>3</sup> et al-Hijra,<sup>4</sup> liées à des éléments de l'idéologie islamique. Cela a conduit à un violent conflit dans la Corne de l'Afrique entre djihadistes et militaires internationaux. Dans le même temps, les groupes armés communautaires (GAC) ont été une source d'insécurité interne continue, profitant des territoires non gouvernés et gouvernés pour construire leurs bases de pouvoir.<sup>5</sup> Les espaces dans lesquels ces groupes opèrent sont souvent dépourvus d'une présence gouvernementale forte et cohérente qui monopoliserait l'usage de la violence, une situation que la présente note de politique décrit comme la *territorialité*. Au lieu de cela, les conditions oscillent souvent entre des efforts pour exercer la territorialité et de longues périodes pendant lesquelles les autorités de l'État ignorent ces espaces en raison de ressources limitées en matière de sécurité ou d'un manque d'intérêt, et les GAC et les OEV utilisent ce vide de pouvoir à leur avantage. Cette capacité de sécurité limitée sera décrite comme une *semi-territorialité*.

Les groupes armés communautaires sont ceux qui opèrent sur un territoire particulier, comme une région tribale ou une juridiction politique. Un GAC peut être un groupe armé formel soutenu par la classe politique ou, dans certains cas, une branche régionale d'une OEV.<sup>6</sup> Les GAC se distinguent des autres groupes armés non étatiques parce qu'ils ne sont pas toujours indépendants de l'État, mais souvent des sous-unités localisées au sein de l'État, travaillant parfois avec des dirigeants politiques. Cependant, comme ce nom l'indique, les GAC fonctionnent au niveau local ; ils ne se concentrent pas sur des objectifs politiques généraux, mais plutôt sur les objectifs des principales parties prenantes de leur communauté.<sup>7</sup> Au Kenya, ils sont souvent basés sur l'ethnie, non motivés pour renverser le gouvernement, mais travaillant au sein du système politique. L'orientation ethnique des groupes démontre comment la semi-territorialité fonctionne à l'avantage des GAC. Cependant, la fluidité des territoires peut expliquer pourquoi ces groupes font parfois partie d'un fort contrôle gouvernemental – la territorialité.

---

1 "An environment of adversarial competition with a military dimension, but short of armed conflict," voir Mutuma Ruteere et Patrick Mutahi, *Confronting Violent Extremism in Kenya: Debates, Ideas and Challenges* (Centre for Human Rights and Policy Studies, 2018), 13.

2 Une OEV multinationale affiliée à l'idéologie islamiste sunnite et bénéficiant des réseaux des jihadistes salafistes. Voir Alexander De Waal, *Islamism and Its Enemies in the Horn of Africa* (Bloomington: Indiana University Press, 2004).

3 Une OEV basée en Somalie et une filiale d'Al-Qaïda concentrent actuellement leurs attaques dans la Corne de l'Afrique. Voir, Okwany 2016.

4 Un affilié d'al-Chabaab opérant sur la côte swahilie en Afrique de l'Est et à Nairobi. Voir, Stig Jarle Hansen, *Horn, Sahel, and Rift: Fault-Lines of the African Jihad* (Oxford: Oxford University Press, 2019).

5 David M. Anderson, "Vigilantes, Violence and the Politics of Public Order in Kenya," *African Affairs* 101, no. 405 (2002): 531–55; Mkutu Agade, "'Ungoverned Space' and the Oil Find in Turkana, Kenya," *The Round Table* 103, no. 5 (2014): 497–515.

6 Voir par exemple, Schuberth's 2015 definition of CBAGs and nonstate Armed Groups (NSAGs) in Moritz Schuberth, "The Challenge of Community-Based Armed Groups: Towards a Conceptualization of Militias, Gangs, and Vigilantes," *Contemporary Security Policy* 36, no. 2 (2015): 296–320.

7 Lauren Van Metre, *From Self-Defense to Vigilantism: A Typology Framework of Community-Based Armed Groups* (Washington, DC: RESOLVE Network, 2019).

La catégorisation des groupes armés formels et informels est floue.<sup>8</sup> Fonctionnant avec des objectifs politiques, certains GAC sont motivés par des divisions politiques et ethniques. Cependant, d'autres GAC, comme les OEV, peuvent commettre des attaques violentes – surtout pendant les années électorales, grâce aux acteurs politiques – afin de susciter la peur pour leurs objectifs politiques.

La catégorisation des GAC et des OEV peut être difficile parce que leurs caractéristiques se chevauchent. La définition des OEV est centrée sur leur caractère international et la violence.<sup>9</sup> Cependant, les GAC peuvent causer une violence extrême, et certains fonctionnent à l'échelle internationale. Les OEV se livrent à des attaques clandestines, tandis que certains GAC aident les agents de sécurité gouvernementaux tels que la police. Les OEV attirent souvent l'attention de la communauté internationale, et bien que les GAC puissent fonctionner à l'échelle internationale, ils attirent rarement l'attention de la communauté internationale. Par conséquent, les OEV et les GAC diffèrent sur le plan conceptuel dans le contexte kényan, et la plupart des analyses sont axées sur le « pouvoir fort » – expliquant la nature de ces groupes par leur force et leur contrôle. Cependant, cette note de politique démontre la fluidité de la territorialité dans l'explication du fonctionnement des OEV et des GAC au Kenya.

## Pertinence pour les politiques et la pratique

### *Territorialité et coordination régionale*

La conceptualisation du fonctionnement des OEV et des GAC exige une compréhension de la *territorialité*. La territorialité est la monopolisation ou le contrôle de l'espace par un individu ou un groupe. La violence organisée – le monopole de l'État sur l'usage de la force ou les groupes qui légitiment l'usage de la force dans un espace particulier – peut aider à expliquer le concept. C'est la base du pouvoir, la zone contrôlée par un acteur spécifique, le gouvernement, les GAC ou les OEV. À un niveau plus profond, la territorialité peut être politique, un acteur occupant un espace physique<sup>10</sup> ou socioculturel, une unité sociale ou un acteur comme un groupe ethnique contrôlant une zone particulière. Outre le contrôle ou la monopolisation de l'espace physique, la territorialité peut être psychologique et impliquer la conquête des cœurs et des esprits d'un groupe ou d'une communauté spécifique. Ainsi, la territorialité peut être symbolisée à la fois physiquement et idéologiquement. Reliant les deux, cette note de politique fait référence à la territorialité humaine liée par la géographie politique : le contrôle des personnes dans une zone particulière, physiquement ou idéologiquement.<sup>11</sup> En résumé, la territorialité est un acte conscient d'affirmation du contrôle d'un espace, physiquement ou psychologiquement. L'absence de territorialité explique la résilience des OEV et des GAC à travers les frontières kényanes et ougandaises. Par exemple, la Sabaot Land Defence Force (SLDF) opère au Kenya et en Ouganda le long de la région du mont Elgon.<sup>12</sup> Le fort contrôle du gouvernement, les capacités de sécurité limitées, peu d'attention accordée à la région et la marginalisation des groupes ethniques Sabaot ont conduit à la création de la SLDF. Bien qu'elle traverse les frontières, la SLDF est un GAC parce

8 Schubert, "The Challenge of Community-Based Armed Groups," 2015.

9 Olivier J. Walther and William F. S. *African Border Disorders: Addressing Transnational Extremist Organizations* (Abingdon: Taylor & Francis, 2018).

10 Robert David Sack, *Human Territoriality: Its Theory and History*, Vol. 7: CUP Archive, 1986.

11 Sack, *Human Territoriality*.

12 Ces informations sont basées sur l'expérience de travail de terrain de l'auteur en février 2017, janvier 2018 et novembre 2019 dans le cadre du projet ICT4COP, un projet de recherche Horizon 2020 de l'UE. Pour plus d'informations sur ICT4COP, voir <https://www.communitypolicing.eu/about-the-project/researchers/clifford-okwany/>.

qu'elle est ancrée dans des communautés ethniques spécifiques arbitrairement divisées lorsque les frontières ont été tracées pendant la décolonisation. Le gouvernement colonial britannique a marginalisé la tribu Sabat tout en soutenant et en travaillant avec la tribu Bukusu, faisant de cette dernière la tribu de « premier ordre » dans la région, et le gouvernement précolonial a fait de même. Par conséquent, la faiblesse du gouvernement, la capacité de sécurité limitée et la marginalisation de la communauté ont poussé la SLDF à exploiter le soutien ethnique et à traverser les territoires frontaliers.

Le renforcement des institutions gouvernementales peut contribuer à affaiblir l'influence des GAC ; cependant, le lien entre les territoires non gouvernés et les groupes armés complique les interventions en matière de politique de sécurité.<sup>13</sup> La nature fluide de la territorialité est un élément clé qui permet la survie des OEV et des GAC. Mal définies comme des espaces non développés, non explorés et caractérisés par des conflits frontaliers, les frontières sont des régions où la territorialité est incertaine et contestée.<sup>14</sup> Ce sont des espaces vulnérables qui jouent un rôle important pour les GAC et les OEV.<sup>15</sup> Ces espaces connaissent une *semi-territorialité* – ou la capacité de sécurité limitée du gouvernement dans ces espaces ou le manque d'attention à leur égard. Les GAC et les OEV survivent dans la Corne de l'Afrique en raison de la coordination gouvernementale régionale limitée ou inexistante, des liens avec les élites politiques et de leurs opérations transfrontalières. Le conflit historique dans le triangle d'Ilemi<sup>16</sup>, à la frontière de l'Éthiopie, du Kenya et du Soudan du Sud, est un exemple de situation où les GAC traversent les frontières et bénéficient d'un soutien politique. Les GAC jouissent d'une semi-territorialité dans cette région – il y a une présence gouvernementale, mais les ressources limitées pour maintenir la sécurité et la corruption entraînent la porosité des frontières.<sup>17</sup> Les OEV et les GAC au Kenya gagnent en force grâce à leurs activités transfrontalières. Ainsi, la coopération régionale est limitée lorsqu'il s'agit de lutter contre les OEV comme al-Chabaab dans la Corne de l'Afrique.

Parce que la semi-territorialité décrit des zones où il y a une forte présence de sécurité gouvernementale, mais où l'État est limité en raison de sa capacité de sécurité ou d'une attention limitée, le gouvernement et ses alliés peuvent vaincre les GAC et les OEV en combat ouvert. Le gouvernement dans le nord et le nord-est du Kenya maintient un contrôle sporadique de la région, montrant parfois une forte présence mais laissant la communauté locale à la merci des GAC ou des OEV.<sup>18</sup> Ainsi, ces régions se caractérisent par une semi-territorialité. Les GAC – comme les guerriers Jie dirigés par leur chef Ekeno – profitent de cette semi-territorialité, en franchissant les frontières entre Karamoja, en Ouganda et West Pokot, au Kenya, en particulier, le long de la région d'Alale. Il y a environ 350 à 400 guerriers Jie, et au début de 2022, l'armée ougandaise (UPDF) a attaqué le groupe, après quoi les Jie ont traversé la frontière pour s'installer dans la sous-région de Lotkum à Alale, dans l'ouest de Pokot.<sup>19</sup> La SLDF trouve également refuge en Ouganda après les raids de la police kényane. Ces frontières poreuses favorisent le transport

---

13 Angel Rabasa, Steven Boraz, Peter Chalk, Kim Cragin, and Theodore W Karasik, *Ungoverned Territories: Understanding and Reducing Terrorism Risks* (Rand Corporation, 2007).

14 Jason Cons, *Sensitive Space: Fragmented Territory at the India-Bangladesh Border* (Seattle: University of Washington Press, 2016).

15 Graham Robb, *The Debatable Land: The Lost World between Scotland and England* (London: Picador, 2018).

16 La carte du triangle d'Ilemi est disponible à l'adresse <https://riftvalley.net/events/ilemi-triangle>.

17 Philip Winter, "A Border Too Far: The Ilemi Triangle Yesterday and Today," (University of Durham working paper, 2019).

18 Linnéa Gelot and Stig Jarle Hansen, "They are from Within Us: CVE Brokerage in South-Central Somalia," *Conflict, Security Development* 19, no. 6 (2019): 563–82.

19 Entretien avec un réseau de paix SIKOM à Alale, West Pokot, mars 2022.

et le commerce d'armes légères et de petit calibre illégales,<sup>20</sup> malgré le plan de travail conjoint entre le Kenya et l'Ouganda sur la sécurité transfrontalière.<sup>21</sup> Le Protocole de l'Afrique de l'Est sur la paix et la sécurité souligne la nécessité d'une collaboration transfrontalière pour lutter contre les OEV et les GAC.<sup>22</sup> Cependant, la semi-territorialité limite cette coopération en raison de la nature de la légitimité floue et informelle des GAC, en plus de la corruption.

Les efforts de coopération du Kenya pour lutter contre Al-Chabaab ont commencé lorsque les forces kényanes ont rejoint la Mission africaine en Somalie (AMISOM) en février 2012, à la suite des difficultés rencontrées lors de leur première intervention en Somalie, Opération *Linda Nchi*.<sup>23</sup> Les efforts de collaboration dans la Corne de l'Afrique se sont améliorés, par exemple grâce au Protocole de l'Afrique de l'Est sur la paix et la sécurité et à l'AMISOM, mais ils se heurtent à des difficultés liées à la concurrence entre les États. Par exemple, la lutte pour un siège non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU entre Djibouti et le Kenya en 2020 a provoqué des tensions dans les relations régionales. La fourniture limitée de renseignements par l'AMISOM à Gedo, en Somalie, a conduit à une attaque al-Chabaab contre le camp des Forces de défense du Kenya (KDF) à El-Adde<sup>24</sup> et le 4 mai 2020, les forces éthiopiennes ont abattu par erreur un avion kényan transportant des fournitures humanitaires et médicales.<sup>25</sup> L'incident a mis en évidence des problèmes de communication (les soldats éthiopiens pensaient que l'avion était en mission suicide).<sup>26</sup> De tels malentendus peuvent limiter les efforts diplomatiques et de collaboration. Ces limites et le contrôle fort exercé par le gouvernement dans certains domaines offrent aux OEV et aux GAC des occasions de traverser les frontières ainsi que de faire le trafic de marchandises et d'armes illicites.<sup>27</sup>

Compte tenu de la force d'al-Chabaab, il est nécessaire d'adopter des approches robustes et non cinétiques de contre-insurrection et des initiatives policières axées sur la communauté.<sup>28</sup>

---

20 Ces informations sont basées sur les recherches de l'auteur dans le Mt. Elgon, Comté de Trans-Nzoia de 2015 à 2020.

21 Séance d'information ministérielle conjointe, 2019.

22 Emmanuel Kisiangani, "The East African Community and Threats to Peace: Tensions between Common Purpose and Collective Responses," *The Horn Bulletin* 1, no. 4 (2018).

23 Le 14 octobre 2011, sous la bannière de la lutte contre le terrorisme (CT) de l'opération Linda Nchi, une politique visant à établir une zone tampon entre la frontière somalienne et kényane pour bloquer les actes extrémistes d'al-Chabaab dans le nord-est du Kenya. En outre, la zone tampon a ensuite été transformée en intervention militaire en Somalie. Linda Nchi a été lancée pour protéger le pays de la terreur d'al-Chabaab, et le Kenya s'est engagé dans une action militaire unilatérale malgré le scepticisme des alliés tels que les États-Unis et le Royaume-Uni. L'opération a subi de lourdes pertes dans ses phases initiales avant que les Forces de défense du Kenya (KDF) ne réussissent à capturer la ville de Kismayo en Somalie. L'opération Linda Nchi a démontré la force des KDF, mais a affaibli la sécurité intérieure dans la Corne de l'Afrique, car al-Chabaab a appliqué un transfert de territorialité de Kismayo à une semi-territorialité dans le nord-est du Kenya, à Majengo, à Nairobi et sur la côte kényane. La tactique de la force s'est poursuivie en avril 2014 lorsque l'administration du président Uhuru Kenyatta a incriminé la communauté somalienne dans une opération antiterroriste. Les forces de sécurité ont verrouillé et réprimé Eastleigh dans le cadre de l'opération Usalama Watch. L'action a révélé la torture et la corruption policières. Les forces de sécurité ont traité brutalement la population somalienne, certains d'entre eux ayant été transformés en guichets automatiques (DAB) humains en payant pour leur liberté. Plus tard dans l'année, le gouvernement a modifié les lois de sécurité en 2014 pour poursuivre les suspects de VE sans procès et avec des propositions pour augmenter la capacité des prisons. Voir, Okwany, 2016.

24 Williams, "Battle at El Adde."

25 Abdi Latif Dahir, "Ethiopian Troops May Have Shot Down Aid Plane in Somalia," *New York Times*, 20 mai 2020, <https://www.nytimes.com/2020/05/10/world/africa/coronavirus-aid-plane-crash-somalia.html>.

26 Entretiens avec les dirigeants de l'AMISOM à Mogadiscio et Kismayo, du 21 au 25 novembre 2022.

27 Entretiens avec des agents du gouvernement de sécurité à North Horr et expérience de l'auteur à la frontière poreuse à Sabarej, Turbi et Sololo à Marsabit, comté, frontières kényanes-éthiopiennes, avril 2021. En outre, le conflit éthiopien entre les partisans du Président Abiy qui combattent le TPLF et le retrait des missions de l'Union africaine sera un avantage pour les OEV et les GAC.

28 L'expérience de l'auteur dans la formation de la police AMISOM porte sur la philosophie et les stratégies de police communautaire à l'EASF à Embakasi, Nairobi, mars 2020.

Depuis son intervention initiale contre al-Shabaab, l'AMISOM a réussi à repousser al-Chabaab de Mogadiscio et de Kismayo en Somalie et à démanteler la direction de la milice.<sup>29</sup> Et alors que la mission de l'AMISOM devait prendre fin en 2021, des incertitudes sur le terrain ont conduit à la décision de transformer et de reconfigurer l'AMISOM en Mission de transition de l'Union africaine (UA) en Somalie (ATMIS), qui est devenu opérationnel en avril 2022 avec pour mandat d'assurer la continuité opérationnelle tout en transférant les responsabilités en matière de sécurité au gouvernement somalien d'ici la fin de 2024.<sup>30</sup> Pourtant, la lutte contre le réseau secret d'al-Chabaab reste difficile et les attaques sporadiques du groupe continuent d'être une menace dans la région. Un retrait complet de la Mission de l'UA pourrait permettre à al-Chabaab de gagner plus de territoire dans le sud de la Somalie, d'accroître la violence et de contribuer à une éventuelle crise des réfugiés dans la Corne de l'Afrique.<sup>31</sup> Le Kenya est peut-être particulièrement vulnérable en raison de sa longue frontière commune avec la Somalie.

## *Politique de lutte contre l'extrémisme violent du Kenya*

Le Kenya a fait des progrès dans les réformes constitutionnelles sur la sécurité, et les comtés se sont adaptés aux défis de territorialité en créant des plans d'action de lutte contre l'extrémisme violent (CVE) au niveau administratif sous-national.<sup>32</sup> Cependant, les politiques du gouvernement kényan en matière de lutte contre le terrorisme (CT) et de CVE reposent sur des stratégies de pouvoir fort – contrôler et monopoliser l'autorité par le biais de la formulation et de la conduite des politiques (territorialité), et l'organe exécutif du gouvernement doit manipuler les lois sur la sécurité pour les adapter à ses intérêts politiques. La stratégie policière est issue de l'administration coloniale qui appliquait la territorialité – un monopole de contrôle pour gouverner. L'institution policière kényane est censée maintenir l'ordre dans la communauté au moyen de stratégies musclées visant à obtenir des renseignements auprès de la communauté, par opposition à la surveillance de la communauté, par le biais de l'instauration d'un climat de confiance entre la police et la communauté.<sup>33</sup> La police a la réputation d'avoir recours à des exécutions extrajudiciaires – une tactique de pouvoir fort. Cette territorialité fait passer les OEV et les GAC d'une territorialité gouvernementale forte à une semi-territorialité<sup>34</sup> et conduit souvent à une confrontation militaire entre les forces de sécurité et les OEV ou GAC.<sup>35</sup> Par conséquent, les stratégies policières reposent sur la compréhension physique de la territorialité tout en ignorant

---

29 C. C. O. Okwany, *Kenya's Foreign Policy towards Somalia: A Contribution to Insecurity* (Norwegian University of Life Sciences, Ås, 2016).

30 Pour le communiqué complet, voir : <https://atmis-au.org/wp-content/uploads/2022/04/communique-for-the-1068th-meeting-on-atmis-mandate-8-march-2022.pdf>.

31 Également noté comme une préoccupation précédemment (en référence au retrait de l'AMISOM) dans des entretiens avec la police de l'AMISOM à la Force en attente de l'Afrique de l'Est (EASF) à l'École de soutien de la paix humanitaire (HPSS), Embakasi, Kenya, mars 2020.

32 L'expérience de travail sur le terrain de l'auteur à Kwale, Mombasa, Kilifi, Lamu, Garissa et Madera, lors d'entretiens avec divers responsables gouvernementaux sur la sécurité, février 2018, novembre 2019. Voir aussi, H.I. Boga, "Launch of Action Plan for CVE Kilifi County," (2017).

33 Ibid.

34 Clifford Collins Omondi Okwany, "Countering Violent Extremism in the Horn of Africa: How International Interventions Influence the Security of Civilians," *Africa Amani Journal* (2020).

35 L'administration du président Mwai Kibaki a riposté en 2012, renforçant la sécurité physique dans ces régions, ce qui a conduit à des exécutions extrajudiciaires, y compris le meurtre de religieux musulmans prétendument extrémistes sur la côte du Kenya. À partir de 2013, l'administration du président Uhuru Kenyatta a suivi les mêmes mesures de militarisation, voir par exemple Ndozu, H. J. 2018. Ces actions agressives de CT ont activé le groupe djihadiste local, al-Hijra. Al-Chabaab a recruté des combattants d'al-Hijra dans les bidonvilles de Majengo à Nairobi et Mombasa, y compris Lamu, Tana River, Kilifi, Kwale et le nord-est du Kenya, voir par exemple Okwany, 2020. Les OEV tirent parti des récits diffusés par divers groupes au sein de la société. Par exemple, comme indiqué ci-dessus, al-Shabaab a profité de l'al-Hijra. En outre, ces récits comprennent des griefs fonciers dans la région côtière, la manipulation politique de la jeunesse et la corruption du gouvernement véhiculées par les GAC tels que Tia Nazi et le Conseil républicain de Mombasa (MRC). Voir, KNCHR 2014. Al-Chabaab a également riposté en lançant plusieurs attaques sporadiques clandestines. (Il y a eu diverses attaques d'al-Chabaab depuis l'intervention

l'aspect psychologique et sociologique.

En outre, la méfiance envers la police et la corruption entravent les progrès de l'opérationnalisation de la CVE. La corruption mine la confiance. Les salaires relativement bas ou le non-paiement des policiers encouragent la corruption au sein de l'institution et entravent les efforts de la police dans le cadre du travail de CVE. En raison des limites de personnel, le gouvernement a l'habitude de recruter des policiers tribaux ou de clan supplémentaires pour résoudre les problèmes de sécurité immédiats. Cependant, un tel recrutement peut conduire à parrainer des GAC en raison du dysfonctionnement du secteur de la sécurité et de l'influence des politiciens ou des élites politiques.<sup>36</sup> Par exemple, le gouvernement recrute des réservistes de la police du Kenya (KPR) et des sections locales pour aider la police à résoudre les problèmes de sécurité. Il s'agit d'un effort du gouvernement kényan pour accroître sa territorialité en opposition aux GAC et aux OEV. Cependant, les groupes de bénévoles recrutés pour opérer dans leur localité peuvent finir par rejoindre ou soutenir des GAC ou des OEV en raison d'une faible rémunération ou de l'absence de rémunération. Parfois, les KPR sont des partisans des politiciens locaux ou des fournisseurs de sécurité locaux.<sup>37</sup>

Des groupes tels que SLDF et al-Chabaab jouissent d'une liberté relative en raison du soutien communautaire ou clanique, et ils peuvent appliquer leur autorité, devenant *de facto* des fournisseurs de sécurité.<sup>38</sup> Le gouvernement kényan peut stratégiquement envahir ces zones pour sévir contre les OEV et les GAC sur des bases semi-territoriales.<sup>39</sup> Par conséquent, ces régions semi-territoriales sont avantageuses pour les GAC, comme la SLDF dans la région du Mont Elgon et les OEV comme al-Chabaab dans le nord-est du Kenya, malgré la forte présence militaire et policière.<sup>40</sup> Par exemple, les forces de sécurité kényanes disposent des ressources nécessaires pour lutter contre Al-Chabaab, mais lorsque les troupes militaires le chassent de certaines zones, Al-Shabaab survit grâce à des tactiques de guérilla et de clandestinité, en déplaçant des territoires de zones qu'il contrôle entièrement vers des zones qu'il ne contrôle pas entièrement, faisant preuve d'une semi-territorialité, comme aux frontières du nord-est du Kenya. Les réseaux claniques permettent à al-Chabaab d'opérer sur tous les territoires. Dans les régions où les relations entre les clans sont solides, la motivation externe à se joindre aux OEV

---

militaire kényane en Somalie. Il s'agit de l'attaque du 21 septembre 2013 au centre commercial Westgate à Nairobi, les 15 et 17 juin 2014, des attaques de la ville de Mpeketoni et des attaques de bus de Mandera le 22 novembre 2014).

36 Un exemple de ce type de recrutement est celui des réservistes de la police du Kenya (KPR), qui sont des volontaires recrutés pour opérer dans leur localité. Ces KPR sont essentiels lorsqu'il s'agit de lutter contre l'extrémisme dans la région, car ils comprennent la communauté et le territoire, ce qui est important dans la lutte contre les OEV et les GAC. Les forces de sécurité qui ne sont pas locales ont des difficultés avec la culture, la langue, les croyances et le territoire qui sont essentiels non seulement au pouvoir fort, mais aussi à la sécurité communautaire. Le problème, c'est que ces KPR ne sont pas payés dans les structures salariales des policiers et, dans la plupart des cas, ils ne le sont pas du tout. Il convient de noter que le manque de salaire et de soutien clanique de certains de ces KPR les amène à travailler pour les intérêts des politiciens locaux ou à rejoindre les GAC, y compris à rejoindre les OEV dans le cas du nord-est du Kenya. Malgré la volonté de combattre al-Chabaab, les familles de KPR sont ciblées par les milices et certaines d'entre elles sont incitées à les rejoindre. Ainsi, ils combattent le gouvernement au lieu du fossé d'insécurité qu'ils sont censés combler.

37 Le travail de recherche sur le terrain de l'auteur menant des entretiens dans les comtés de Mandera, Wajir, Garissa, Isiolo, Tana River et Lamu au Kenya de 2018 à 2019, en particulier, en interrogeant les KRP en tant qu'informateurs clés.

38 Okwany, *Kenya's Foreign Policy towards Somalia*. Voir aussi, Mkutu Agade, "'Ungoverned Space' and the Oil Find in Turkana, Kenya."

39 Irene Ndung'u, Uyo Salifu and Romi Sigsworth, "Violent Extremism in Kenya-Why Women Are a Priority," *Institute for Security Studies Monographs* no. 197 (2017): 1–124.

40 Le travail de recherche de l'auteur cartographie les parties prenantes et la dynamique du pouvoir dans le travail de la CVE à Garissa, Tana River et Lamu en 2019.

ou aux GAC peut être importante.<sup>41</sup> La présence du gouvernement est instable dans ces régions, la culture et les croyances de la communauté sont plus influentes et le gouvernement est perçu comme détaché des réalités de sécurité sur le terrain.

## Recommandations

Les recommandations suivantes montrent comment le gouvernement kényan peut mettre en place des politiques pour mieux lutter contre les GAC et les OEV qui bénéficient d'une semi-territorialité. La territorialité permet de relever les défis complexes à plusieurs niveaux que sont la fluidité des GAC et des OEV, les lacunes dans la légitimité locale et l'adhésion aux politiques et programmes de CT/CVE, ainsi que les moyens de lutter contre les facteurs locaux de mécontentement et de radicalisation.<sup>42</sup> Les GAC et les OEV déplacent leurs activités des régions où le gouvernement exerce un contrôle fort vers les régions où la présence du gouvernement est faible ou où le gouvernement dispose de ressources limitées pour exercer un contrôle. Les stratégies de pouvoir fort ou de militarisation telles que les approches CT et CVE, qui sont centrées sur la police et non axées sur la communauté, alimentent l'insécurité et profitent aux GAC et aux OEV.<sup>43</sup> Au lieu de cela, le gouvernement du Kenya devrait envisager des efforts communautaires et des approches douces pour lutter contre l'insécurité.<sup>44</sup>

*Élaborer des programmes de maintien de l'ordre axés sur les communautés, tenant compte des spécificités locales et du contexte, et impliquer la société civile dans les programmes de réforme.*

Les violences post-électorales de 2007-2008 et la constitution kényane de 2010 ont marqué une étape importante du programme de réforme de la politique de sécurité. Les premières ont mis en évidence la faiblesse des forces de police kényanes ; la constitution, elle, a ouvert la voie à un nouveau plan de lutte contre les groupes armés et les extrémistes par le biais de stratégies de sécurité régionalisées, engageant la police et la communauté au niveau des comtés.<sup>45</sup> Ces réformes sont essentielles à la compréhension des réseaux OEV et du fonctionnement des GAC dans un contexte de semi-territorialité. Les communautés ethniques somaliennes à la frontière entre le Kenya et la Somalie et les comtés de Mandera, Wajir et Garissa peuvent fournir des connaissances contextuelles sur la politique des clans, les réseaux de milices clandestines et les frontières poreuses qui compromettent la sécurité, en favorisant l'aspect sociologique de la territorialité. C'est similaire à Alale, au triangle d'Ilemi et à la région du mont Elgon.<sup>46</sup> De plus, les

---

41 Le travail de recherche sur le terrain de l'auteur menant des entretiens dans les comtés de Garissa, Isiolo, Tana River et Lamu au Kenya, juin, juillet et août 2019 ; une consultation de recherche de cartographie de la CVE effectuée pour l'ONG Search for Common Ground (S4CG).

42 Hansen et al., "Countering Violent Extremism in Somalia and Kenya."

43 Stian Lid and Clifford Collins Omondi Okwany, "Protecting the Citizenry-or an Instrument for Surveillance? The Development of Community-Oriented Policing in Kenya," *Journal of Human Security* 16, no. 2 (2020): 44–54.

44 Okwany, "Countering Violent Extremism in the Horn of Africa."

45 Voir, article 244 (e) de la constitution kényane de 2010, article 41, et 96 de la loi sur les services de la police nationale de 2011, et chapitre 8 (10), 12, 20 du Règlement de la police nationale de 2017.

46 La cartographie de l'auteur des entretiens sur le terrain avec les forces de sécurité et les communautés à Garissa, Mandera, Wajir, Tana River et Lamu pour une ONG, S4CG, montre clairement les opérations clandestines d'Al-Chabaab et la porosité des frontières entre le Kenya et la Somalie en juin et juillet 2019. Voir aussi, les travaux de recherche de l'auteur pour l'IC-T4COP dans les comtés de Trans Nzoia, Isiolo, Turkana et West Pokot, démontrent la même chose dans la région du mont Elgon et d'Alale ; février 2017, janvier 2018 et novembre 2019.



gouvernements des comtés et des pays qui utilisent les structures gouvernementales,<sup>47</sup> comme les postes de police qui s'associent aux dirigeants des comtés et aux écoles pour faciliter le dialogue, favoriseront la confiance entre la police et les communautés, un aspect psychologique de la territorialité. Cependant, l'introduction de l'initiative de police centralisée en 2013 a bloqué les processus de réforme et les préoccupations persistantes concernant les initiatives de police communautaires demeurent.<sup>48</sup>

La protection des droits de l'homme est cruciale pour promouvoir le travail de la CVE, lutter contre les GAC et évaluer la police. La société civile et les organisations de défense des droits de l'homme devraient suggérer des réformes politiques ou juridiques de la police, et elles peuvent faciliter les contacts locaux entre la police et la communauté et améliorer l'image du pouvoir doux de la police.<sup>49</sup> Elles peuvent également faciliter le dialogue entre les communautés et la police, contrer l'aspect psychologique de la semi-territorialité, développer la confiance entre les policiers et les citoyens et élargir la compréhension des droits de l'homme.<sup>50</sup> Au Kenya, certaines organisations fournissent des services juridiques et de santé aux victimes de torture par des policiers voyous, et ces organisations offrent également une formation de CVE. L'esprit progressiste de la constitution kényane a permis la création du Groupe de travail sur les réformes policières du Kenya (PRWG-K).<sup>51</sup> Le groupe de travail se compose de la haute direction de la police, de la magistrature et de vingt-sept organisations de la société civile. Il vise à mettre en œuvre des réformes policières et à sensibiliser le public aux progrès réalisés.<sup>52</sup> Le partenariat et la collaboration continue entre la police et la société civile amélioreront le suivi et l'évaluation de la police et la compréhension de la nature nuancée de la CVE dans les communautés.<sup>53</sup>

## *Cartographier les OEV et les GAC au moyen de stratégies communautaires*

L'extrémisme violent est profondément enraciné dans les dynamiques sociales— pour y remédier, il faut une action et un engagement de tous les segments sociaux, tels que les unités familiales, les clans et le gouvernement, en mettant l'accent sur les normes et les rôles des hommes et des femmes.<sup>54</sup> Au Kenya, les femmes sont victimes de torture physique, émotionnelle et psychologique de la part des forces de sécurité gouvernementales, des GAC et des OEV. Elles sont également essentielles à la surveillance et au recrutement, et à la lutte pour le gouvernement, les OEV et

---

47 Autorité de police de comté (CPA) stipulée dans les articles 41 et 97 de la loi de 2011 sur les services de la police nationale.

48 Voir, par exemple, l'initiative Nyumba Kumi, qui était une politique réactive intégrée à la structure nationale de police communautaire en 2013 immédiatement après l'attaque d'Al-Chabaab au Westgate ; la politique était une initiative de collecte de renseignements pour les communautés policières au niveau local. Pour en savoir plus, voir : Lid and Okwany, "Designing Community Policing Models"; Lid and Okwany, "Protecting the Citizenry —or an Instrument for Surveillance?"

49 Ingrid LP Nyborg, "Emerging Perspectives on Post-Conflict Police-Community Relations," *Journal of Human Security* 16, no. 2 (2019); Hansen et al., "Countering Violent Extremism in Somalia and Kenya"; and Lid and Okwany, "Protecting the Citizenry-or an Instrument for Surveillance?"

50 Entretiens de l'auteur avec les sociétés civiles impliquées dans le PRWG-K et les communautés de Mathare, banlieue d'Eastleigh et Magengo, Pumwani à Nairobi, novembre 2019.

51 James Khalil and Martine Zeuthen, "Countering Violent Extremism and Risk Reduction: A Guide to Programme Design and Evaluation" (London: RUSI, 2016).

52 Entretiens de l'auteur avec les sociétés civiles telles que IMLU, PBI et IJM impliquées dans le PRWG-K, novembre 2019.

53 Expérience de travail sur le terrain de l'auteur évaluant le travail de l'ambassade norvégienne au Kenya et en Somalie de novembre 2015 à février 2016. Y compris l'expérience de travail sur le terrain de l'auteur en février 2017, janvier 2018 et novembre 2019 dans le cadre du projet ICT4COP, un projet de recherche Horizon 2020 de l'UE. Pour plus d'informations sur ICT4COP, voir <https://www.communitypolicing.eu/about-the-project/researchers/clifford-okwany/>.

54 Ndung'u et al., "Violent Extremism in Kenya-Why Women Are a Priority."

les GAC. Par exemple, des femmes ont été recrutées pour participer aux efforts de recrutement d'al-Chabaab en tant que combattantes et épouses de combattants<sup>55</sup> et les membres des GAC reçoivent un soutien psychologique des femmes de leur clan, avant et après les raids et les attaques.<sup>56</sup> Cartographier ces dynamiques aiderait les gouvernements à renforcer la territorialité et à contrer la semi-territorialité avec nuance.

Certaines communautés, comme les pasteurs du nord-est du Kenya, croient fermement aux structures claniques, contrairement à la structure officielle de gouvernance de l'État.<sup>57</sup> La participation des différents acteurs de la communauté est nécessaire pour convaincre la population de travailler contre les GAC et les OEV. Ainsi, pour une mise en œuvre réussie des politiques, les acteurs locaux et les gouvernements nationaux et des comtés doivent reconnaître l'impact et le rôle des clans pastoraux et des systèmes familiaux dans la lutte contre les OEV et les GAC. En outre, la défection des réservistes de la police kényane au profit des réseaux criminels doit être cartographiée et surveillée grâce à la collaboration entre le gouvernement, les institutions de recherche, les communautés et la société civile. La participation des réseaux claniques et tribaux, sans parler d'une rémunération adéquate, est essentielle pour le recrutement et le maintien en fonction des KPR fidèles au gouvernement. Étant donné que les KPR sont recrutés dans les zones locales, les communautés doivent être impliquées dans la surveillance par le biais de mécanismes locaux tels que des comités de police et de sécurité axés sur la communauté.<sup>58</sup>

## Conclusion

Comprendre la territorialité et la façon dont les OEV et les GAC tirent parti de sa fluidité doit être un atout crucial pour éclairer les politiques et la recherche en matière de CVE préventive. La territorialité permet de comprendre la situation locale, ce qui aide à élaborer des politiques plus contextuelles, pratiques et fondées sur des données probantes. Les données tirées d'études de cas comparant les OEV et les GAC peuvent mener à de meilleures politiques.

Les politiques gouvernementales du Kenya sont basées sur des stratégies traditionnelles de centralisation du pouvoir. Ces plans d'action nationaux et régionaux cinétiques sur la CVE sont ancrés dans une forte sécurisation et manquent de compréhension des opérations dynamiques des groupes extrémistes. En outre, une coopération régionale plus robuste pourrait stimuler les efforts de CVE. Les pays de la Corne de l'Afrique ont développé des partenariats régionaux en matière de sécurité, mais les intérêts nationaux et les développements internationaux mettent en péril la poursuite de la collaboration.

Les initiatives de police communautaire peuvent accroître la participation des citoyens à la CVE, mais il doit y avoir de solides efforts de collaboration entre les citoyens, la société civile et la police. Il est essentiel de se concentrer sur la compréhension locale et communautaire des défis - tels que la porosité des frontières, la politique des clans et les réseaux extrémistes - en matière de territorialité sociologique et psychologique - gagner les cœurs et les esprits - plutôt que de se limiter à la sécurité physique.

---

55 Donnelly, *Wedded to Warfare*.

56 Par exemple, les membres reçoivent des chants de motivation lors de rassemblements traditionnels et les combattants qui réussissent bénéficient d'avantages tels que la polygamie. Observation basée sur le travail de terrain de l'auteur et des entretiens avec des GAC à Amaiya, Pura, Longewan, Suguta Valley et Marti dans le comté de Samburu, avril 2022 à février 2023.

57 Le travail de recherche de l'auteur sur le terrain conduisant des entretiens dans les comtés de Trans Nzoia, West Pokot, Isiolo, Mandera, Wajir, Garissa, Tana River, Kwale et Lamu au Kenya de novembre 2015 à février 2016. Aussi le travail de l'auteur dans le cadre du projet ICT4COP en février 2017, janvier 2018 et novembre 2019.

58 Ibid.

# Lectures complémentaires suggérées

## Lutte contre l'extrémisme violent

Boga, H. *Launch of Action Plan for CVE Kilifi County*. 2017.

Hansen, S. J., S. Lid, and C. C. O. Okwany, *Countering Violent Extremism in Somalia and Kenya: Actors*. USAID, 2019.

Khalil, J. and M. Zeuthen. *Countering Violent Extremism and Risk Reduction*. London: RUSI, 2016.

Matthews, Earl G, et Paul Rexton Kan. "Cutting Off the Spigot: A New Strategy for Combating Al-Shabaab." Student Research Project, Army War College, 2016.

Ndung'u, I., U. Salifu, et R. Sigsworth. *Violent Extremism in Kenya-Why Women Are a Priority*. Washington, DC: Georgetown University's Institute for Women, Peace and Security, 2017.

Okwany, O. "Countering Violent Extremism in the Horn of Africa: How international interventions influence the Security of Civilians." *Africa Amani Journal* 3, no. 1 (2020).

Ruteere, M. et P. Mutahi. *Confronting Violent Extremism in Kenya Debates, Ideas, and Challenges*. Nairobi: Centre for Human Rights and Policy Studies, 2018.

## Radicalisation et déradicalisation

De Waal, A. *Islamism and its Enemies in the Horn of Africa*. Bloomington: Indiana University Press, 2004.

Hansen, S. J. *Horn, Sahel, and Rift: Fault-lines of the African Jihad*. Oxford: Oxford University Press, 2019.

Koehler, Daniel. *Understanding Deradicalization: Methods, Tools, and Programs for Countering Violent Extremism*. Abingdon, UK: Taylor & Francis, 2016.

Ndzovu, H. J. Kenya's Jihadi Clerics: Formulation of a "Liberation Theology" and the Challenge to Secular Power. *Journal of Muslim Minority Affairs* 38 (2018): 360–371.

Okwany, C. C. O. *Kenya's Foreign Policy towards Somalia: A Contribution to Insecurity*. Norwegian University of Life Sciences, Ås, 2016.

## La nature des GAC et l'effet des stratégies de sécurité dans la Corne de l'Afrique

Anderson, D. M. "Vigilantes, Violence and the Politics of Public Order in Kenya." *African Affairs* 101 (2002): 531–555.

Bryden, Matt. *The Decline and Fall of Al Shabaab, Think Again*. Kenya: Sahan, 2015.

Donnelly, P. G. *Wedded to Warfare: Forced Marriage in Rebel Groups*. Fletcher School of Law and Diplomacy. Tufts University, 2019.

Kagwanja, Peter Mwangi. "Facing Mount Kenya or Facing Mecca? The Mungiki, Ethnic Violence and the Politics of the Moi Succession in Kenya, 1987–2002." *African Affairs* 102 no. 406 (2003): 25–49.

Knchr. *Are We Under Siege? The State Of Security In Kenya. An occupational Report*. Kenya: Kenya National Commission on Human Rights, 2014.

Mwakimako, Hassan, and Justin Willis. "Islam, Politics and Violence on the Kenyan Coast." *Observatoire des Enjeux Politiques et Sécuritaires dans la Corne de l'Afrique* 27, 2014.

Ndzovu, Hassan. *Muslims in Kenyan Politics*. Chicago: Northwestern University Press, 2014.

Schuberth, Moritz. The Challenge of Community-based Armed Groups: Towards a Conceptualization of Militias, Gangs, and Vigilantes. *Contemporary Security Policy* 36, (2015): 296–320.

Schuberth, Moritz. "Hybrid Security Governance, Post-election Violence and the Legitimacy of Community-based Armed Groups in Urban Kenya." *Journal of Eastern African Studies* 12, no. 2 (2018): 386–404.

Van Stapele, N. "'We Are Not Kenyans': Extra-judicial Killings, Manhood, and Citizenship in Mathare, a Nairobi Ghetto." *Conflict, Security & Development* 16, no. 4 (2016): 301–325.

## Police communautaire

- Brodgen, Mike, and Preeti Nijhar. *Community Policing: National and International Models and Approaches*: Willan Pub. 2005.
- Hansen, Stig Jarle. "One Size Fits All? Adjusting Policing to Local Circumstances." Norwegian University of Life Sciences Department of International Environment and Development Studies, 2019. <https://ict4copmagazine.files.wordpress.com/2020/02/7.-one-size-fits-all-policy-brief-3.pdf>.
- Lid, S., and C. C. O. Okwany. *Designing Community Policing Models: The Relevance of Political and Security Factors*. 2019. <https://communitypolicing.eu/2019/11/11/designing-community-policing-models-the-relevance-of-political-and-security-factors/>.
- Lid, S., and C. C. O. Okwany. "Protecting the Citizenry—or an Instrument for Surveillance? The Development of Community-oriented Policing in Kenya." *Journal of Human Security* 16, no. 2 (2020): 44–54.
- Nyborg, Ingrid LP. "Emerging Perspectives on Post-Conflict Police-Community Relations." *Journal of Human Security* 15, no. 2 (2019).
- Okwany, Clifford Collins Omondi. "Community-Policing in Kenya; A Strategy for Counter Violent Extremism." In 13<sup>th</sup> International Conference, 2020.

## Territorialité

- Sack, R. D. *Human Territoriality: Its theory and History*, CUP Archive, 1986.
- Hansen, S. J. One Size Fits All? Adjusting policing to local circumstances [Online]. Aas: Norwegian University of Life Sciences Department of International Environment and Development Studies, 2019. <https://ict4copmagazine.files.wordpress.com/2020/02/7.-one-size-fits-all-policy-brief-3.pdf>.
- Okwany, Clifford Collins Omondi, and Bilhah Awino Akoko. "The Effect of Kenya's Ontological (in) security in the Context of the Horn of Africa." In 13<sup>th</sup> International Conference, 2020.

## Bibliographie

- Anderson, David M. "Vigilantes, Violence and the Politics of Public Order in Kenya." *African Affairs* 101, no. 405 (2002): 531–55.
- Boga, HI. "Launch of Action Plan for CVE Kilifi County." (2017).
- Cons, Jason. *Sensitive Space: Fragmented Territory at the India-Bangladesh Border*. Seattle: University of Washington Press, 2016.
- Dahir, Abdi Latif. "Ethiopian Troops May Have Shot Down Aid Plane in Somalia." *New York Times*, May 20, 2020. <https://www.nytimes.com/2020/05/10/world/africa/coronavirus-aid-plane-crash-somalia.html>.
- De Waal, Alexander. *Islamism and Its Enemies in the Horn of Africa*. Bloomington: Indiana University Press, 2004.
- Donnelly, Phoebe Grace. *Wedded to Warfare: Forced Marriage in Rebel Groups*. Fletcher School of Law and Diplomacy, Tufts University, 2019.
- Gelot, Linnéa, and Stig Jarle Hansen. "They Are from within Us: CVE Brokerage in South-Central Somalia." *Conflict, Security Development* 19, no. 6 (2019): 563–82.
- Hansen, Stig Jarle. *Horn, Sahel, and Rift: Fault-Lines of the African Jihad*. Oxford: Oxford University Press, 2019.
- Hansen, Stig Jarle, Stian Lid, and Clifford Collins Omondi Okwany. "Countering Violent Extremism in Somalia and Kenya: Actors and Approaches." Norwegian Institute for Urban and Regional Research, Oslo Metropolitan University, 2019.
- Séance d'information ministérielle conjointe. The Kenya Uganda (Turkana/West Pokot – Karamoja) Cross-Border Programme for Sustainable Peace and Development; Implementation Roadmap. Entebbe: Government of Uganda, 2019.
- Khalil, James, and Martine Zeuthen. "Countering Violent Extremism and Risk Reduction: A Guide to Programme Design and Evaluation." London: RUSI, 2016.
- Kisiangani, Emmanuel. "The East African Community and Threats to Peace: Tensions between Common Purpose and Collective Responses." *The Horn Bulletin* 1, no. 4 (2018).

- KNCHR. "Are We under Siege? The State of Security in Kenya." Kenya: Kenya National Commission on Human Rights, 2014.
- Lid, Stian, and Clifford Collins Omondi Okwany. "Protecting the Citizenry-or an Instrument for Surveillance? The Development of Community-Oriented Policing in Kenya." *Journal of Human Security* 16, no. 2 (2020): 44–54.
- Mkutu Agade, Kennedy "'Ungoverned Space' and the Oil Find in Turkana, Kenya." *The Round Table* 103, no. 5 (2014): 497–515.
- Ndung'u, Irene, Uyo Salifu, and Romi Sigsworth. "Violent Extremism in Kenya-Why Women Are a Priority." Institute for Security Studies Monographs no. 197 (2017): 1–124.
- Ndzovu, Hassan Juma "Kenya's Jihadi Clerics: Formulation of a 'Liberation Theology' and the Challenge to Secular Power." 38, no. 3 (2018): 360–71.
- Nyborg, Ingrid L. P. "Emerging Perspectives on Post-Conflict Police-Community Relations." *Journal of Human Security* 16, no. 2 (2019).
- Okwany, Clifford Collins Omondi. *Kenya's Foreign Policy towards Somalia: A Contribution to Insecurity*. Norwegian University of Life Sciences, Ås, 2016.
- . "Countering Violent Extremism in the Horn of Africa: How International Interventions Influence the Security of Civilians." (2020).
- . *Kenya's Foreign Policy Towards Somalia: A Contribution to Insecurity*. Norwegian University of Life Sciences, Ås, 2016.
- Rabasa, Angel, Steven Boraz, Peter Chalk, Kim Cragin, and Theodore W. Karasik. *Ungoverned Territories: Understanding and Reducing Terrorism Risks*. Rand Corporation, 2007.
- Robb, Graham. *The Debatable Land: The Lost World between Scotland and England*. London: Picador, 2018.
- Ruteere, Mutuma, and Patrick Mutahi. *Confronting Violent Extremism in Kenya: Debates, Ideas and Challenges*. Centre for Human Rights and Policy Studies, 2018.
- Sack, Robert David. *Human Territoriality: Its Theory and History*. Vol. 7: CUP Archive, 1986.
- Schuberth, Moritz. "The Challenge of Community-Based Armed Groups: Towards a Conceptualization of Militias, Gangs, and Vigilantes." *Contemporary Security Policy* 36, no. 2 (2015): 296–320.
- Walther, Olivier J., and William F. S. Miles. *African Border Disorders: Addressing Transnational Extremist Organizations*. Abingdon: Taylor & Francis, 2018.
- Williams, Paul D. "Battle at El Adde: The Kenya Defence Forces, Al-Shabaab, and Unanswered Questions." International Peace Institute, 2016.
- Winter, Philip. "A Border Too Far: The Ileemi Triangle Yesterday and Today." University of Durham, 2019.
- Van Metre, Lauren. "From Self-Defense to Vigilantism: A Typology Framework of Community-Based Armed Groups." Washington, DC: RESOLVE Network, 2019.

## À propos de la note

Auteur : Clifford Collins Omondi Okwany

**Clifford Collins Omondi Okwany**, politologue formé au Kenya et en Norvège, est actuellement chercheur à l'Université de Nairobi. Il est expert en sécurité au Kenya et plus largement dans la Corne de l'Afrique. Il est également expert en sécurité internationale et en politique étrangère, notamment en matière de sécurité ontologique, de territorialité, de violence organisée et d'études sur les frontières. Il mène des recherches sur la lutte contre le terrorisme, la lutte contre l'extrémisme violent, la radicalisation, la déradicalisation, les groupes armés communautaires (GAC) et les groupes armés non étatiques.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de RESOLVE Network, de l'U.S Institute of Peace, ou toute autre entité du gouvernement américain.

## RESOLVE NETWORK

meilleure recherche • pratique éclairée • amélioration de la politique sur l'extrémisme violent.

[www.resolvenet.org](http://www.resolvenet.org)



RESOLVE est hébergée à l'U.S. Institute of Peace, et s'appuie sur l'héritage de plusieurs décennies d'engagement profond de l'Institut dans les communautés touchées par les conflits.



UNITED STATES  
INSTITUTE OF PEACE  
Making Peace Possible

RESOLVE tient à remercier l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) pour son soutien généreux à ce rapport et à l'initiative Apprendre des approches locales de consolidation de la paix de RESOLVE.



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE